

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 04/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOSTIK

Zone industrielle du Meux - Rue du Buisson du Roi
BP 20114
60880 Le Meux

Références : IC-R/0287/24-NEC/SF
Code AIOT : 0005107182

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement BOSTIK implanté Zone industrielle du Meux - Rue du Buisson du Roi BP 20114 60880 Le Meux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOSTIK
- Zone industrielle du Meux - Rue du Buisson du Roi BP 20114 60880 Le Meux
- Code AIOT : 0005107182
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BOSTIK (ex DEN BRAVEN) située sur la commune de Le Meux exploite une usine de fabrication de mastics et de colles polyuréthane et hybrides. La société réalise une grande variété de produits, en raison de nombreuses marques. Les deux ingrédients majeurs des préparations sont le polyol et l'isocyanate. Ces activités relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et sont soumises à Autorisation au titre des rubriques 3410 et 4110 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est visé par la Directive IED pour son activité principale relative à la rubrique 3410.h: fabrication de polymères en quantité industrielle par transformation chimique.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 avril 2022.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le respect des prescriptions du titre 9 - Échéances de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale signé le 13 avril 2022, l'exploitant est en train de finaliser les travaux relatifs à la création d'ouvrages permettant la lutte contre les incendies :

- la modification de la voie d'accès pompier avec aire de retournement,
- la mise en place d'un container de 40 pieds au niveau de la voie d'accès pompier, côté nord est de la parcelle afin de stocker divers éléments mécaniques,
- la création de deux portes extérieures donnant sur l'aire de retournement et d'une trappe de désenfumage sur la façade nord-est du bâtiment existant, côté voie accès pompier, pour le local de charge des batteries,
- la création d'un local source d'eau et une cuve de 12 m³, abritant un ensemble des équipements permettant en cas de détection de feux dans les locaux protégés, de créer une solution moussante et de l'envoyer vers les générateurs de mousses situés dans le local concerné,
- le rehaussement des murs en toiture du bâtiment existant et le dépassement latéral de 50 cm sur la façade sud, afin de séparer deux locaux et d'éviter la propagation du feu en cas d'incendie,
- la création d'un écran thermique d'une hauteur de 2.5 m et d'une longueur de 70 m au niveau de la limite sud/ouest, pour limiter la propagation des flux thermiques venant du site en cas d'incendie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rétention déportée et dispositif de drainage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Demande d'action corrective	2 mois
6	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Demande d'action corrective	2 mois
9	Bassin de confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	incendie - modalités d'actions			
11	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Produits incompatibles – rétentions déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Sans objet
7	Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet
8	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
10	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société BOSTIK a mis en place des moyens de limitation du risque pollution, tels que :

- la présence de cuvettes de rétention au droit des stockages vrac ;
- une dalle béton étanche dans les bâtiments (y compris le local tempéré) et au niveau de la zone déchets située en extérieur ;
- le confinement possible des eaux au droit des quais et dans le réseau Eaux Pluviales ;
- la mise en place d'absorbants et de kits anti-pollution ;
- tous les produits inflammables sont conditionnés en IBC. Ils sont stockés sur rétention dans l'entrepôt (sur racks avec rétention ou sur zone sur rétention grâce à des batardeaux amovibles).

Dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale signé le 13 avril 2022, l'exploitant est en train de finaliser les travaux relatifs à la création d'un local de relevage des eaux d'extinction et l'installation d'une cuve de rétention de 960 m³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les rétentions du site sont correctement dimensionnées et le calcul du dimensionnement de la rétention prend en compte l'encombrement (tuyaux et accessoires nécessaires) qui sont présents dans la dite rétention :</p>

1. Local solvant : 23.2 m³ pour un stockage en réservoirs cumulés de 38 m³, volume unitaire maximal : 8 m³. Rétention hors accessoires = 61 % du volume total
2. Local cuverie : 163 m³ pour un stockage en réservoirs utilisés cumulés de 320 m³, volume unitaire maximal : 50 m³. Rétention hors accessoires = 51 % du volume total
3. Local tempéré : 9.8 m³ pour un stockage en fûts et GRV, volume unitaire maximal 1 m³.
4. Local étuves : 7.6 m³ pour un stockage en fûts et GRV cumulé max de 12 m³, volume unitaire maximal : 1 m³. Rétention hors accessoires = 63 % du volume total
5. Rétention magasin MP : 147 m³ pour un stockage en GRV cumulé max de 192 m³, volume unitaire maximal : 1 m³. Rétention hors accessoires = 77 % du volume total
6. Zone picking : 2.6 m³ pour un stockage en réservoir de 1.5 m³, volume unitaire maximal : 1.5 m³. Rétention hors accessoires = 173 % du volume total
7. Cuvette de dépotage des camions citerne située en extérieur.

Le jour de l'inspection, il a été constaté les points suivants :

- le local "solvant" héberge 8 cuves dont 4 de xylène "réacteur", 3 de solvant 55 et 1 de Dowanol ;
- le local "cuverie" contient 15 cuves de volumes différents (de 2 à 50 m³), dont 5 sont inutilisées et une est prise en masse. Les produits stockés sont du DINP, du Mesamol, du Voranol et de l'Exxsol D100 ;
- la chambre tempérée sert au stockage de fûts d'isocyanates à 17-19°C. Ce stockage s'effectue sur palettes ;
- le local "étuves" contient 3 étuves électriques avec 4 emplacements chacune. Des fûts d'isocyanates (IPDI et MDI) et des IBC de polyol y sont présents. La chaudière d'eau chaude process a été déménagée dans le couloir technique voisin. La mezzanine existe toujours, l'accès est condamné et il n'y a plus rien dessus ;
- la rétention du magasin "Matières Premières" "héberge" 192 emplacements ;
- la zone de picking "héberge" un seul équipement process (1 ballon de 1,5 m³) ;
- le poste de dépotage camion comprend une cuvette afin de collecter un éventuel déversement de xylène (seul produit inflammable dépoté).

La cuvette du local solvant présente une forme rectangulaire. Elle mesure 5 m de large et 13 m de longueur. Les matériaux de la paroi sont coupe-feu 2h vers la partie production. Un muret en béton de 0,41 m de haut puis un bardage métallique sont présents vers la zone de dépotage.

La cuvette de la chambre tempérée présente une forme rectangulaire. Elle est en béton et mesure 5 m de large et 9,3 m de longueur.

La cuvette de la cuverie présente une forme rectangulaire. Elle mesure 5 m de large et 47,5 m de longueur. Les matériaux de la paroi sont coupe-feu 2h vers la partie production. Un muret en béton de 1,47 m de haut puis un bardage métallique sont présents vers la zone de dépotage.

La cuvette du poste de dépotage extérieur présente une forme rectangulaire. Elle est en béton et mesure 5 m de large et 20 m de longueur.

La rétention du magasin Matières Premières sert au stockage des produits chimiques entrant dans la formulation des produits (colorants, additifs, ...). Ces derniers sont inflammables et conditionnés en IBC. Ils sont stockés sur rétention dans cet entrepôt (rack avec rétention) et la zone est sur rétention grâce à des batardeaux amovibles.

L'exploitant est en mesure de savoir en tout temps combien de produits sont stockés dans une rétention en effectuant une extraction sous SAP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Constats :

La société BOSTIK utilise des barrières de rétention étanches manuelles (i.e. barrières mobiles ou amovibles destinées à encercler un espace afin de contenir une fuite de liquide) pour protéger les locaux suivants :

- magasin "Matières Premières" : barrières de type pivotant entre la zone de conditionnement et le quai d'expédition ;
- local "étuves" : barrières de type amovible (elle peut être en place ou être accroché au mur pour permettre le passage des chariots) ;
- local tempéré : barrière de type pivotant ;
- local "inflammables" (local solvant) : barrière de type pivotant ;
- cuverie : les 2 accès piétons et l'issue de secours sont équipés de rehausses qui restent à demeure.

Elles peuvent être actionnées par une seule personne.

Les barrières manuelles pivotantes verticalement restent en position verticale sécurisée dans l'attente de l'activation. La compensation du poids par vérin à gaz assure une descente lente. La barrière mise en place, la mise en pression des joints est effectuée par l'embrochement de la barrière dans la partie de glissière située à l'opposé du bloc partie pivotante. L'étanchéité est

donc réalisée.

La mise en place des barrières de rétention manuelle embrochables (ou batardeaux embrochables) est simple et rapide. Il suffit de les positionner dans les deux glissières et d'effectuer un quart de tour avec les broches afin de mettre les joints en pression.

Les barrières de rétention manuelle pivotantes verticalement (ou batardeaux pivotants) sont logées en fonction du type de montage à gauche ou à droite du passage. Dans l'attente de leur utilisation, celles-ci sont positionnées verticalement. Pour leur mise en œuvre, les barrières sont amenées à pivoter verticalement par l'action d'une personne. Les barrières ainsi mises en place, la mise en pression des joints est effectuée par l'embrochement des barrières dans la partie de glissière située à l'opposé du bloc partie pivotante.

Ces barrières permettent d'assurer une étanchéité de la zone de rétention : leur conception est adaptée à tous types de sols, offrant la possibilité d'ajuster jusqu'à 50 mm (± 10 mm) pour compenser les irrégularités des sols en béton. Pour garantir la rétention des produits chimiques, la barrière est munie d'une cloison en aluminium creux de forme trapézoïdale, soudée de manière continue. Le dessous du corps de la barrière est équipé d'un joint compressible spécialement conçu pour s'adapter parfaitement au sol, assurant ainsi une étanchéité optimale. Ce joint spécial est en matière synthétique (mousse EPDM résistant à la plupart des solvants).

Le joint EPDM possède des propriétés mécaniques de résistance au déchirement et à la compression. Il résiste à la chaleur (200°C / 15 minutes) et au froid.

Les barrières sont peintes en rouge RAL 3000, avec un revêtement thermolaqué.

Les barrières présentent des profilés de largeur allant jusqu'à 50 mm, ce qui permet d'offrir une hauteur de retenue allant de 100 à 700 mm.

Ces barrières sont certifiées conformes à l'arrêté du 4 octobre 2010 par l'organisme TÜVRheinland ((émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation).

Elles offrent une résistance à une pression hydrostatique avec + 35% de marge de sécurité (résistance au courant et batillage des vagues). La flexion maximale des poutres d'aluminium varie entre 1/150 et 1/300 de la portée de la poutre. Elles assurent une étanchéité de 28 ml/heure/mètre de joint selon le PV d'essai du bureau de contrôle technique LGA.

Pour les rayonnages produits chimiques avec bac de rétention, ces derniers sont en acier galvanisé. Ils permettent de stocker les fûts soit sur palette, soit sur bac de rétention. Il s'agit d'ensembles modulaires avec rétention à tous les niveaux.

Le jour de l'inspection, il a pu être vérifié que toutes ces barrières sont en place, et peuvent être actionnées sans difficulté. Aucun obstacle ne gêne leur mise en œuvre.

Suite à l'inspection DREAL de novembre 2023, une procédure (réf. PROC-02067 du 15/01/2024 - Barrières de rétention) a été établie pour s'assurer de la mise en place des barrières en dehors des heures ouvrées :

- Pour le magasin MP : le préparateur de fabrication vient ouvrir la barrière afin de pouvoir aller chercher ses matières puis la referme ;
- Pour le local étuves : l'opérateur de fabrication est chargé d'enlever en début de période de travail et de remettre la barrière en fin de période de travail ;
- Pour le local tempéré : l'opérateur de fabrication est chargé d'enlever en début de période de travail et de remettre la barrière en fin de période de travail ;
- Pour le local Inflammables : la barrière est levée le temps des mouvements de containers nécessaires et refermée ensuite par l'opérateur de logistique qui a besoin d'accéder avec un chariot ;
- Pour la cuverie : les barrières ne sont jamais enlevées ;
- En cas d'épandage, les rétentions associées à l'emplacement concernés sont mises en place par le personnel présent le temps de récupérer le produit.

Une zone "déchets" héberge des IBC vides ou contenant des déchets pâteux ou des fonds de produit liquide, dans l'attente de leurs évacuations. Ces IBC ne contiennent plus de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

Observation : les IBC présents sur la zone "déchets" présentent des étiquettes qui ne correspondent pas au(x) déchet(s) stocké(s). Pourtant les déchets dangereux doivent faire d'un étiquetage spécifique, conformément aux règles internationales et européennes en vigueur. Notamment chaque IBC ne peut contenir qu'une seule typologie de déchets dangereux et son étiquette doit mentionner un code de déchet conformément à la directive 2008/98/CE et le Code de l'Environnement (articles L.541-4-3 et R541-8). Les propriétés de danger des déchets sont définies par la Directive 2008/98/CE, harmonisées avec le règlement SGH sur l'étiquetage.

La zone de rétention est constituée d'une dalle étanche qui peut être mise sur rétention (en même temps que la totalité du site) par la fermeture des vannes guillotines situées au niveau du point de rejet des eaux pluviales dans la rivière Oise. Les vannes sont actionnables à partir de boutons d'urgence placés à différents endroits sur le site.

Depuis peu, le site dispose également d'une fosse de rétention déportée de 64 m³, associée au poste de dépotage camions. Elle offre un volume utile de 45 m³ sans déborder. Elle est couverte avec des ouvertures réduites afin de limiter la quantité d'oxygène présente à l'intérieur. Une boîte à mousse va y être installée très prochainement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de revoir toutes les étiquettes opposées sur les contenants de déchets (IBC, fûts...), que ces derniers soient dangereux ou non.

Par ailleurs l'exploitant s'assurera qu'il respecte bien l'interdiction de mélange, régie par l'article L541-7-2 du Code de l'environnement. Les déchets dangereux, en particulier, doivent être conservés séparément. Leur mélange ou leur dilution avec d'autres catégories de déchets (dangereux ou non), substances ou matériaux n'est pas autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

Des tableaux récapitulatifs des dangers liés aux produits, ainsi que la matrice des incompatibilités produit/produit de chaque unité, ont été établis sur la base des fiches de données de sécurité.

L'exploitant dispose également d'un plan représentant la localisation des entreposages des différents types de produits présents sur site.

Au vu des produits présents sur le site, le principal danger associé à l'incompatibilité et à la réactivité des produits est la mise en contact des isocyanates avec les alcools ou l'eau (réaction exothermique).

Les mesures suivantes sont mises en œuvre afin de s'affranchir de ce risque au niveau des stockages :

- les alcools (Dowanol DPM, alcool isopropylique) et les polyols (Voranol EP1900, Voranol 2000L, Voranol CP 3355, Lupranol 2074) sont stockés individuellement dans des contenants ;
- les isocyanates sont stockés à part, dans le local tempéré et le magasin Matières Premières.

Le principe de séparation est appliqué pour les zones de réservoirs (cuvierie et local solvant).

Les liquides de toxicité aiguë (cat. 1 ou 2) sont stockés dans le local tempéré, les liquides combustibles ($60^{\circ}\text{C} < \text{PE} < 93^{\circ}\text{C}$) dans le local solvant et la cuvierie.

Les liquides inflammables sont stockés dans le local solvant et le local tempéré.

Ainsi, lors de la visite du site, on a pu vérifier que :

- l'éthanol anhydre absolu (liquide inflammable - H225) et le xylène (liquide inflammable - H226) sont bien stockés dans le local solvant et que le Desmodur L75 (liquide inflammable - H225) est bien stocké dans le local tempéré ;
- le solvant 55 (liquide combustible) est bien stocké dans le local solvant.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles – rétentions déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV

Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une

même rétention déportée.
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de rétention déportée sur le site sauf celle qui est connectée aux aires extérieures de dépotage de camions citernes.</p> <p>Le site dispose de différentes zones de dépotage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une zone dédiée au DINP stocké dans la cuverie : le dépotage s'effectue au moyen du compresseur du camion-citerne ; • une zone dédiée aux polyols, également stockés dans la cuverie : le dépotage s'effectue par pompage depuis la cuverie (4 sorties cadénassées pour connecter le flexible du camion) ; • une zone dédiée aux solvants (xylène et Dowanol DPM) : le dépotage s'effectue par pompage depuis le local solvant (une connexion et un jeu de vannes dans le local solvant pour sélectionner la cuve adéquate). <p>Seul le xylène est classé inflammable. Le Dowanol est classé combustible. Les polyols, DINP ne sont pas classés.</p> <p>Le Dowanol DPM, les polyols (Voranol 2000L, Voranol CP 3355), le DINP et le xylène sont compatibles entre eux. Les produits cités sont compatibles avec l'eau.</p> <p>La fosse est couverte avec des ouvertures pour limiter une éventuelle combustion en limitant l'apport d'oxygène. Pas de lien avec une incompatibilité.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétention déportée et dispositif de drainage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Rétention déportée et dispositif de drainage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée ou par un dispositif de drainage actif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement.</p> <p>Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.</p>

Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle.

Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé.

L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant.

Le délai d'exécution de ces consignes ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.

Constats :

Il n'y a pas de drainage actif sur site.

La seule rétention déportée concerne les aires de dépotage des camions citernes.

Les interventions de maintenance sont planifiées pendant l'arrêt d'été.

Non-conformité (fait modéré) : l'exploitant ne dispose pas de procédure de maintenance et d'entretien.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de formaliser, sous forme de procédures, les opérations de maintenance et d'entretien relatives à la rétention déportée associée aux postes de dépotage camions-citernes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V

Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.

Constats :

Les tuyauteries sont à l'intérieur du bâtiment. Elles ne sont donc pas exposées aux intempéries.

Les tuyauteries prennent en compte la nature des produits : celles de la cuverie principale sont très majoritairement en inox, seules celles du local solvant sont en acier/carbone.

L'aspect visuel est constaté « en permanence » car le personnel est présent dans le bâtiment de production lors de chaque étape des process.

Aucune marque de dégradation (corrosion externe) n'a été observée lors de la visite terrain que ce soit sur les capacités ou les tuyauteries.

Non-conformité (fait modéré) : l'exploitant ne dispose pas de consignes pour les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, conformément à ce qui est prévu à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de rédiger des consignes pour l'entretien et les examens périodiques des capacités et tuyauteries contenant des produits chimiques, conformément à ce qui est prescrit à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (y compris pour la périodicité des contrôles à effectuer).

Rappel :

Article 59 de l'AM du 04/10/2010 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées, etc.). Leur parcours est aussi réduit que possible.</p> <p>E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des plans P&ID ont été refaits récemment.</p> <p>Des repérages existent.</p> <p>Peu de tuyauteries sont au sol et donc exposées à des risques de choc.</p> <p>Il a été constaté que toutes les tuyauteries disposent d'un marquage indiquant le produit chimique véhiculé et le sens de circulation du fluide.</p> <p>Celles visibles contenant ou transportant des matières ou substances dangereuses sont munies d'une étiquette de couleur avec indication du nom du produit et des pictogrammes CLP pour préciser le risque lorsque cela s'avère nécessaire pour certaines substances.</p> <p>Exemples vus sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étiquette jaune d'Exxsol D100 avec pictogramme relatif à la mention de danger H304 : peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoire ; - étiquette blanche de xylène alors que le marquage devrait être sur fond marron (solvant donc liquides inflammables) et indiqué les deux symboles de danger inflammable et H226 - Liquide et vapeurs inflammables + H332 - Nocif par inhalation + H312 - Nocif par contact cutané.

Observation : l'exploitant veillera à apposer le nom de la substance véhiculée par une tuyauterie sur des étiquettes avec un fond de couleur en accord avec les normes AFNOR.

Pour rappel :

Pour un meilleur repérage des différentes familles de fluides, les normes NF X 08-100 et NF X 08-105 imposent que l'étiquette marqueur utilisée lors du marquage de tuyauterie comporte plusieurs éléments :

- Le sens de circulation du flux, représenté par une flèche,
- Le nom complet de la matière,
- La couleur de l'étiquette, pour indiquer le groupe auquel la substance est rattachée,
- Le ou les pictogrammes de danger CLP concernant les risques encourus (il peut y avoir jusqu'à 6 pictogrammes sur l'étiquette en fonction du produit),
- La mention "danger" ou "attention" associée au produit dangereux si besoin.

Notamment :

- acides et bases : texte blanc sur fond violet,
- liquides inflammables : texte blanc sur fond marron.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26

Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :

- est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers,
- ou ;
- est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.

Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/ tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constats :

Actuellement, en cas d'incendie, les eaux d'extinction seraient confinées sur le site par fermeture de la vanne de barrage (fonctionnement automatique ou manuel) dans la zone des quais (surfaces étanches) qui constitue le point bas du site et dans le réseau eaux pluviales.

La fermeture manuelle de cette vanne est déclenchée par des commandes d'arrêt coup de poing présentes en sortie de site :

- au niveau de la zone de dépotage vrac,
- au niveau de la zone de stockage des déchets.

Le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction a été effectué selon le document technique D9A Ind 2 - 06/03/2020. Le volume de ces eaux est estimé à 834 m³.

Un réservoir vertical cylindrique de capacité 960 m³, destiné à recevoir les eaux d'incendie, est en construction. Il aura un diamètre de 12.5 m et une hauteur de 8.45m.

Le soubassement est en béton et permettra l'assise de la cuve. La dalle est terminée et la mise en place du réservoir devrait être achevée fin 2024.

Ce réservoir sera associé à un local de relevage des eaux d'extinction incendie (avec des pompes diesel) et à une fosse qui servira de point bas, en remplacement de l'actuel situé dans la zone de chargement.

Le local relevage sera situé au niveau de la limite Nord/Est, attenant à l'aire de retournement d'accès pompier.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis.

Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers

de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels ;

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Aujourd'hui, en cas d'incendie, les eaux d'extinction seraient confinées sur le site par fermeture de la vanne de barrage (fonctionnement automatique ou manuel) dans la zone des quais (surfaces étanches) qui constitue le point bas du site. La fermeture manuelle de cette vanne est déclenchée par des commandes d'arrêt coup de poing présentes :

- en sortie de site,
- au niveau de la zone de dépotage vrac,
- au niveau de la zone de stockage des déchets.

L'installation, comprenant un réservoir vertical cylindrique de 960 m³ et un poste de relevage associé et qui est en cours de construction, doit permettre de relever et de retenir l'ensemble des eaux utilisées durant un incendie : eaux d'extinction protection automatique + eaux d'extinction SDIS + liquides du site + eaux météoriques.

Le groupe motopompe puisera dans une fosse de relevage et refoulera dans le réservoir de rétention alimenté par un réseau enterré en fonte.

Le projet comprend donc la création d'un poste de relevage, la mise en place d'une cuve de rétention, et la pose d'un réseau d'adduction des eaux d'extinction entre les 2 ouvrages.

Pour rappel, toutes les eaux surfaciques du site sont acheminées vers un regard unique, lui-même connecté au réseau Assainissement de la Ville. Ce regard est muni d'une électrovanne permettant d'isoler le site du réseau commun. La fosse de relevage sera connectée au regard existant par un réseau fonte DN250.

Le pompage des eaux consistera à évacuer l'ensemble des eaux accidentelles vers un réservoir cylindrique vertical de rétention "déporté".

Non-conformité (fait modéré) : l'exploitant ne dispose pas encore de consignes de sécurité précisant les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation.

Ces dernières seront rédigées lorsque le nouveau réservoir de 960 m³ et le local de relevage seront installés, soit dans les 6 mois.

Toutefois le travail de rédaction ne devrait pas prendre beaucoup de temps car, dans le cahier des clauses techniques particulières élaboré dans le cadre du dossier d'appel d'offres pour la réalisation des travaux de relevage des eaux d'extinction, il est indiqué que le dossier des ouvrages exécutés (DOE) de l'installation comprendra, outre les points cités dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) "généralités", l'ensemble des fiches techniques et des manuels d'utilisation des installations mises en œuvre dont un descriptif technique détaillé de l'installation réalisée (source d'eau, descriptifs des postes et réseau de protection), les modes opératoires, une notice de maintenance et d'entretien de l'installation, et les procédures écrites des vérifications périodiques (des maintenances semestrielles, annuelles et quinquennales sont prévues).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les consignes de sécurité et les procédures relatives au confinement des eaux d'extinction incendie dès que ces dernières auront été rédigées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un état synthétique des produits est imprimé tous les jours en format A3 recto verso. Il est rangé à l'accueil du site, à disposition.</p> <p>Ce point avait fait l'objet d'une inspection DREAL en novembre 2023 et avait lieu au constat de deux faits susceptibles de suites :</p> <p>FSS n°1 : afin de démontrer qu'il respecte le cadre de son autorisation, l'exploitant transmettra, sous 30 jours à compter de la réception du présent rapport, un état des stocks à jour en indiquant les quantités de matières exacts présentes sur le site au sens de la nomenclature et l'ensemble des déchets stockés en précisant chaque type de déchet et la rubrique associée ;</p> <p>FSS n°2 : le responsable HSE (M. VIGNE) du site est le seul à être en mesure de réaliser cet inventaire et de le transmettre rapidement aux autorités en cas de sinistre. Sous 30 jours à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant transmettra tout document permettant d'attester que l'état des matières stockées est mis à jour quotidiennement et tenu en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires quelles que soient les conditions d'exploitation du site.</p> <p>L'exploitant a répondu à ces FSS par courrier du 19 décembre 2023, précisant les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'état des stocks est réalisé à partir du fichier France Chimie. Il précise le tonnage par produit, par classe de danger et par rubrique ICPE ; • une logique par découpage en IPD (Installation, Pourvue d'une toiture, Dédiée au stockage) a été suivie pour préciser les localisations ; • Monsieur Vincent RAFFRAY (directeur de site) a suivi une formation le 29 novembre 2023 qui lui permet de réaliser un état des matières stockées à jour ; • un tuto sous forme de vidéo a également été réalisé pour sortir rapidement un état des stocks à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.

Constats :

Le site dispose d'un POI.

Différentes consignes existent et sont affichées sur le site, telles que celles relatives :

- à l'interdiction de fumer,
- aux mesures à prendre en cas d'incendie ou d'accident ; ces consignes sont notamment affichées au niveau du laboratoire et dans le bâtiment de fabrication (rédigées le 28/04/2008) ; d'autres consignes relatives aux accidents par projection de liquides dans les yeux sont affichées dans le bâtiment (rédigées le 07/05/2009) ;
- aux accidents par contact de produits chimiques avec la peau (rédigés le 15/03/2011) ;
- aux modalités d'évacuation en cas d'incendie (plans d'évacuation) ;
- aux fiches réflexe "épandage de produits dangereux".

Observation : l'exploitant veillera à imprimer et à afficher les fiches réflexes qui sont à mettre en œuvre immédiatement, au poste de travail.

Les consignes de conduite à tenir sont expliquées lors des accueils sécurité dispensés pour toutes les personnes sur site à l'exception des visiteurs accompagnés.

Chacun des extincteurs et RIA a son affiche à proximité pour le localiser dans les bâtiments.

Le plan d'évacuation affiché à plusieurs endroits sur le site indique les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours, du personnel de 1ère intervention, le point de rassemblement.

La procédure d'alerte avec ces différents contacts est rappelée dans la formation annuelle

concernant l'utilisation des moyens de secours.

Non-conformité (fait modéré) : il n'existe de procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations, ni pour les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la rétention déportée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de rédiger une consigne relative aux moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la rétention déportée située au niveau du poste de dépotage des camions-citernes et du futur poste de relevage associé au réservoir de confinement des eaux d'extinction incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois